

semble directement inspiré de l'action d'André Dépierre qui œuvre à Montreuil avec Geneviève Schmitt, une jeune laïque qui s'est convertie<sup>44</sup>. Surtout, le romancier retrace un engagement qui suppose de participer à une grève, en l'occurrence celle de mars 1950 sur les conventions collectives, et de militer à la CGT aux côtés des ouvriers<sup>45</sup>. Ce faisant, Gilbert Cesbron ratifie la liaison entre la classe ouvrière, le Parti communiste et ses organisations satellites : décrire les ouvriers suppose de prendre acte de l'hégémonie du Parti, et œuvrer à leur émancipation de dialoguer avec ses militants.

Cette ratification correspond à la démarche de Michèle Aumont, qui souligne dans ses écrits, et notamment dans *Les Dialogues de la vie ouvrière*, l'imprégnation communiste dans le monde ouvrier.

La Dictature du Proletariat... la classe ouvrière au pouvoir... la libération humaine : il faut voir ce que représentent ces termes pour une conscience en recherche. Il faut avoir vu une vie se raccrocher, puis se fixer, puis se bâtir là, pour comprendre à quelle profondeur chaque espérance nourrit les grandes aspirations brimées mais présentes. Il faut avoir vu le sursaut qui s'opère, suivi de l'entrée dans l'action et de la participation à la lutte<sup>46</sup>.

L'anaphore du verbe « voir » signale qu'elle écrit en témoin. Mieux, elle souligne la métamorphose que la prise de conscience opère, permettant à un-e ouvrier-ère de devenir un sujet. Michèle Aumont salue également l'« insigne générosité » des militants communistes et leur « ténacité » dans le combat quotidien. Cette évocation chaleureuse ne la conduit pas pour autant à abdiquer ses convictions propres, encore moins à taire ses désaccords. Elle critique longuement leur raideur idéologique et oppose surtout la haine de classe qui nourrirait le communisme à la charité catholique<sup>47</sup>. Dans *En Usine, Pourquoi ?* qui dresse un bilan de son engagement ouvrier, elle durcit sa critique et conclut :

J'ai essayé de faire comprendre la condition ouvrière en France et de faire réagir. [...] Au terme de ces dix années de vie ouvrière et d'action syndicale [...] j'affirme que le pays, et par conséquent chacun de nous, à la mesure de son pouvoir et de sa fonction, se trouve devant un dilemme. Si les choses ne changent pas (c'est-à-dire si nous ne les faisons pas changer), nous allons droit au communisme. [...]

44. Tangi CAVALIN et Nathalie VIET-DEPAULE, « André Depierre et Geneviève Schmitt et la communauté de Montreuil » in Denis PELLETIER et Jean-Louis SCHLEGEL (dir.), *À la gauche du Christ*, op. cit., p. 122-124.

45. Gilbert CESBRON, *Les Saints vont en enfer*, op. cit., notamment p. 39.

Je suis pour les revendications ouvrières, dans ce qu'elles ont de juste et de légitime, mais je ne suis pas pour le communisme. Je veux que les choses changent et je crois possible de les faire changer selon les aspirations ouvrières et sans injustices vis-à-vis des autres catégories sociales. C'est ce que j'appelle construire un monde fraternel, où chacun ait sa place, toute sa place<sup>48</sup>.

En 1958, le communisme devient sous sa plume une menace guettant un pays qui n'améliorerait pas la condition ouvrière. Nul doute que la répression à Budapest en 1956 pèse dans cette distanciation croissante. Pour autant, elle souligne l'ampleur de l'adhésion ouvrière, que confirment au même moment les premières analyses des suffrages ouvriers<sup>49</sup>. De fait, le communisme polarise ces écritures catholiques des années 1950. Elles font d'autant mieux ressortir, par contraste, la spécificité de l'enquête sociologique qui se développe au même moment.

#### L'ouvrier : travailleur, habitant et intégré ?

En 1941, à l'occasion d'un séminaire organisé par Ignace Meyerson qui porte sur le travail et les techniques, Georges Friedmann rédige une « Esquisse d'une psycho-sociologie du travail à la chaîne ». Publié en 1948 et repris ensuite dans *Où va le travail humain ?* qui date de 1950, cet article « peut être considéré comme l'acte fondateur de la sociologie du travail française<sup>50</sup> ». Dans la continuité directe de ses travaux d'avant guerre, le sociologue y défend le travail à la chaîne des « pathétiques malédictions contre le machinisme ». L'analysant au triple prisme technique, psychologique et social, il le définit comme un « travail répétitif et parcellaire à rythme obligatoire et collectif ». En dépit de ces restrictions, il souligne que « la cadence imposée du rythme suivi par la chaîne est loin de déplaire à tous les ouvriers. Parmi les individus capables de séparer la série physique des gestes et la série mentale des images, il en est beaucoup qui se déclarent satisfaits parce que la contrainte du rythme entraîne chez eux une économie de décision volontaire et fatigante. Cette économie leur plaît et les repose ». Certes, les ouvriers qui s'accoutument perdent souvent toute ambition professionnelle<sup>51</sup>. Pour autant, fort de ses avantages techniques et parce

48. Michèle AUMONT, *En Usine, Pourquoi ?*, op. cit., p. 178.

49. Mattéi DOGAN, « Les clivages politiques de la classe ouvrière », in Léo HAMON (dir.), *Les Nouveaux Comportements politiques de la classe ouvrière*, Paris, PUF, 1962, p. 101-143.

50. Gwenaële ROR et François VATIN, « Les avatars du "travail à la chaîne" dans l'œuvre de Georges Friedmann », *Genèses* n° 57, 2004/4, p. 27.

qu'il est susceptible d'être humanisé, le travail à la chaîne lui apparaît comme la moins mauvaise des solutions.

Cette analyse est reprise et étayée dans la thèse que Friedmann soutient en 1946, consacrée aux *Problèmes humains du machinisme industriel*. Il mobilise à cet effet « des témoignages directs et vécus d'ouvriers, de techniciens, de contremaîtres, d'ingénieurs, et des enquêtes de psychotechniciens spécialisés dans les problèmes humains de l'industrie, ayant souvent eux-mêmes pratiqué les métiers mécanisés qu'ils étudiaient » ainsi qu'« un certain nombre d'observations personnelles [...] recueillies au cours de stages et visites dans les ateliers, des écoles techniques, des Bourses du Travail en France et à l'étranger »<sup>52</sup>. La première partie propose une réfutation du taylorisme, notamment de sa prétention scientifique. Attentif à l'« aliénation de l'ouvrier dans l'usine », Friedmann reproche au taylorisme sa « perspective *techniciste* » et plaide pour la prise en compte des apports de la psychotechnique, sans pour autant qu'il précise jamais son ancrage sociologique<sup>53</sup>. Dans la deuxième partie consacrée aux limites du « facteur humain », l'auteur reprend une partie des conclusions formulées dans son article de 1941. Il pointe en particulier les limites de l'argument antimachiniste de la monotonie (« Un travail n'est pas ennuyeux *en soi* parce qu'il est répété »), puis analyse en détail le travail à la chaîne, devenu la « forme la plus répandue, dans l'industrie moderne, du travail à rythme obligatoire » par lequel « on amène par des dispositifs variés, rubans, chaînes, jeux de plans inclinés, etc., les éléments du travail, méthodiquement décomposés, devant l'ouvrier au lieu de déplacer l'ouvrier au-devant d'eux ». Cette analyse le conduit à une conclusion très mesurée, selon laquelle « le travail à la chaîne [...] ne mérite ni apologie massive ni pathétique malédiction. Il est *un fait* de l'industrie, inquiétant parce que les conditions secrètes de son humanisation ne se trouvent pas réalisées ». Une telle humanisation, possible mais encore absente, nourrit la critique du machinisme que Friedmann opère. Alors même qu'il pourrait permettre une humanisation de la grande industrie, en supprimant par exemple les tâches les plus pénibles effectuées par les manœuvres, ses bienfaits supposent une transformation du régime capitaliste, auquel se substituerait un « régime où les producteurs, travaillant moins longtemps, jouiraient cependant tous du droit au travail, dans le métier (ou les métiers) auxquels ils sont aptes, et des moyens d'en consommer les produits, selon leurs besoins »<sup>54</sup>.

L'argumentaire de Friedmann repose également sur une interlocution prolongée avec des ouvriers, qu'il ne prend pas soin, cependant, d'expliquer d'un point de vue méthodologique. Le lecteur perçoit chez lui une empathie sincère envers les travailleurs qu'il fréquente, avec lesquels il s'entretient et dont il entend ensuite restituer le point de vue. Il mobilise également l'ouvrage de Hyacinthe Dubreuil, *Standards*, et utilise le témoignage de Georges Navel *Travaux*, tout juste paru. À partir de ces sources, il en vient à souligner que

la distinction entre la valeur *possible* de la rationalisation et ses dangers *réels* dans les cadres sociaux du capitalisme, devient de plus en plus consciente, entre les deux guerres, dans le syndicalisme occidental. Inversement, on trouve de moins en moins de traces de la vieille méfiance ouvrière contre la machine, considérée comme une ennemie. Nous avons encore relevé des témoignages de cette mentalité « luddite » en février 1935, parmi des ouvriers du textile de la région lilloise [...]. Mais les travailleurs qui anathématisaient ainsi n'étaient pas, il est vrai, des militants du mouvement ouvrier. En revanche, à la Bourse du Travail de Lille, au même moment, nous avons pu nous convaincre que la distinction entre la machine et ses conditions d'exploitation était clairement comprise. [...]

Nous avons assisté à d'amples discussions autour de ces questions, en 1934 et 1935, entre ouvriers qualifiés, forgerons et ajusteurs des Usines d'automobiles Citroën. Leur attitude à l'égard du progrès technique était pleinement consciente et positive. Ils reprochaient à la direction de leur entreprise de ne pas poursuivre une rationalisation intelligente des ateliers, notamment sur trois points :

1° Les méthodes de travail ne sont pas étudiées à fond et en collaboration avec les ouvriers.

2° Les hommes des différentes équipes ne sont pas sélectionnés de manière à travailler en coopération les uns avec les autres : on les déplace sans cesse, d'une machine à une autre, à travers les ateliers.

3° Les instructions des Bureaux d'études, élaborées et imposées d'« en haut », ne permettent pas d'utiliser au mieux (précision et vitesse) les machines des ateliers ; mais ici, les ouvriers ne cachent pas qu'ils évitent de livrer à la Direction leur potentiel de suggestions et d'améliorations : celles-ci, disent-ils, risqueraient d'être immédiatement retournées contre eux par une intensification du travail non accompagnée d'une hausse correspondante des salaires.

Cette dernière remarque est de la plus haute importance et forme comme un leit-motiv [*sic*] des réactions ouvrières à la rationalisation patronale. Elle met à nouveau en évidence le problème essentiel de l'*adhésion* de l'ouvrier<sup>55</sup>.

52. GEORGES FRIEDMANN, *Problèmes humains du machinisme industriel*, Paris, Gallimard, 1946, p. 12-13.

Friedmann entend faire connaître le point de vue ouvrier sur la rationalisation, en montrer la logique et, parfois, la pertinence. Dans le même temps, cette restitution constitue aussi un plaidoyer pour son utilisation dans un autre système économique.

Ces deux textes de Friedmann, fondateurs d'une sociologie du travail, présentent ainsi la particularité de focaliser l'analyse sur le poste de travail même : elle enquête par conséquent sur l'activité de l'ouvrier, telle que l'environnement machiniste la façonne et la détermine, mais dédaigne l'« étude des relations sociales qui se nouent autour du travail lui-même<sup>56</sup> ». Héritière de la psychotechnique, cette discipline centre ses investigations sur le poste de l'ouvrier en tant que producteur. Elle étudie les réactions et les attitudes qu'il adopte, en regard de sa formation initiale et/ou de sa qualification. En revanche, elle n'interroge guère en ces années les modes de rétribution<sup>57</sup>.

Forte de son institutionnalisation croissante, au travers du Centre d'études sociologiques, la sociologie du travail rallie de jeunes chercheurs qui multiplient les enquêtes, consacrées notamment aux horlogers francs-comtois, aux lamineurs ardennais et aux ouvriers de Renault<sup>58</sup>. Dans le Doubs, Viviane Isambert-Jamati focalise son enquête sur l'articulation entre rationalisation, travail des ouvriers et évolution des catégories professionnelles, autour de deux questions : « En quoi consiste le travail de tous ces hommes [...] ? Où en est la division du travail [...] sous l'aspect technique et humain des postes de travail ? » Elle considère alors que les postes d'OS « ont en commun la monotonie et l'absence totale d'initiative. Bien qu'il y ait des "coups de main" plus ou moins difficiles à attraper, ils demandent au maximum une période d'adaptation (on ne peut pas parler d'apprentissage) de trois à quatre semaines. Parfois même la production normale est obtenue au bout de deux jours ! ». *A contrario*, « les OP1 sont en possession d'un certain savoir-faire, mais ils restent des exécutants alors que les OP3 sont de véritables hommes de métier, formés en plusieurs années et chargés de responsabilités<sup>59</sup> ». Ce type d'analyse, opposant l'absence de formation des OS à la parfaite maîtrise du métier des OP, devient dans les années suivantes un passage obligé des enquêtes de sociologie du travail.

56. Jean-Michel CHAPOULIE, « La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de sociologie*, vol. 32, juillet-septembre 1991, p. 353.

57. À notre connaissance, il faut attendre l'ouvrage de Bernard MOTTEZ, *Systèmes de salaires et politiques patronales*, Paris, Éd. du CNRS, 1967.

58. Maurice VERRY, *Les Lamineurs ardennais. Déclin d'une aristocratie professionnelle*, Paris, PUF, 1955 et Alain TOURAINE, *L'Évolution du travail aux usines Renault*, Paris, Éd. du CNRS, 1955.

Surtout, Alain Touraine s'autorise des conclusions qu'il tire de sa monographie consacrée à Renault pour procéder, en deux étapes, à une audacieuse montée en généralité. En 1959 tout d'abord, dans un dossier de la revue *Arguments* qui interroge « Qu'est-ce que la classe ouvrière française ? », il livre un article pivot consacré à la « Situation du mouvement ouvrier ». Il y expose une méthode : « À partir de tous les aspects de l'expérience du travail, [l'analyse sociologique] cherche à décrire les attitudes et les orientations de ces travailleurs, à comprendre comment celles-ci expliquent des mouvements sociaux<sup>60</sup>. » On voit apparaître une analyse en trois temps : la description du travail détermine les attitudes des ouvriers, lesquelles conditionnent ensuite l'éclosion (ou non) des mouvements sociaux. Ce déterminisme technologique permet à Touraine de prendre acte de la disparition d'une certaine classe ouvrière :

La masse des ouvriers spécialisés (c'est-à-dire non qualifiés) qui s'installe sur les chaînes de production perd non seulement son autonomie professionnelle, mais aussi le principe de son autonomie culturelle. Le métier n'est plus l'expérience de vie centrale autour de laquelle s'organisaient des comportements de tous ordres. Ce que la production de masse a renversé, la consommation de masse achève de le faire disparaître : le genre de vie ouvrier perd progressivement son autonomie. L'isolement social et culturel du monde ouvrier diminue. À la classe sociale succède un statut socio-économique.

En ce sens, l'intégration socio-économique et ce qu'il appelle, plus loin dans le texte, « un niveau particulier de participation sociale » concourent à la dissolution de la classe ouvrière, qui « conduit à une action réformiste »<sup>61</sup>. La seconde étape figure dans la contribution intitulée « L'organisation professionnelle de l'entreprise » que le même auteur apporte au *Traité de sociologie du travail* en 1962. Il y envisage l'« évolution du travail ouvrier », reprenant le titre de son ouvrage publié sur Renault<sup>62</sup>. Dans ce cadre, la phrase liminaire : « L'état des techniques et des méthodes de production commande, au moins dans une large mesure, la situation professionnelle dans l'industrie » signale le déterminisme technologique qui caractérise alors la sociologie du travail. Il reprend sa distinction des trois phases dites A, B et C du travail. « L'évolution professionnelle de l'industrie peut donc être décrite comme le passage

60. Alain TOURAINE, « Situation du mouvement ouvrier », in *Arguments* n° 12-13, janvier-février-mars 1959, p. 9.

61. *Ibid.*, p. 8 et p. 12.

d'une phase A, caractérisée par la prédominance de l'action autonome de l'ouvrier qualifié, à une phase B dans laquelle la prédominance de l'organisation centralisée du travail s'allie au maintien du travail d'exécution directe et à une phase C qui apparaît lorsque les tâches ouvrières ne sont plus qu'indirectement liées à la production<sup>63</sup>. » Selon le sociologue, cette évolution concourt à une fragmentation de la classe, dans la mesure où les hiérarchies professionnelles tendent à constituer « des catégories socio-professionnelles entre lesquelles existent de moins en moins de possibilités de passage. Il n'existe plus de carrière ouvrière et le rôle professionnel d'un ouvrier spécialisé ne peut plus se définir comme niveau de participation à un métier<sup>64</sup> ».

Ces études sociologiques, quelque critiques qu'elles soient, partent donc de l'analyse du travail pour diagnostiquer un certain éclatement de la classe ouvrière et plaider, *sotto voce*, en faveur d'un « réformisme progressif sans révolte sociale ni soulèvement populaire » d'autant plus facilement qu'elles n'étudient guère les grèves<sup>65</sup>. Cette inclinaison résulte de la focalisation sur le lieu où les transformations et la modernisation se repèrent le plus fortement : l'espace de travail. Toutefois, cette sociologie précisément *du travail* ou *industrielle* n'est guère une sociologie de la main-d'œuvre et n'envisage que marginalement le hors-travail et le quotidien du monde ouvrier. Cet essor des enquêtes de sociologie du travail, favorisé en outre par la création de la revue du même nom par un quatuor réunissant Michel Crozier, Jean-Daniel Reynaud, Alain Touraine et Jean-René Tréanton en 1959, est synthétisé par une contribution de Pierre Naville dans le *Traité de sociologie du travail* qu'il codirige avec Georges Friedmann en 1962<sup>66</sup>. Soucieux de distinguer des méthodes proprement scientifiques de « simples vues littéraires », Naville fait commencer les enquêtes dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et signale l'importance de la « méthode d'enquêtes par relevés monographiques » de Le Play comme sa postérité chez les écrivains socialistes. Mais il se réclame pour sa part de l'arithmétique politique qui « reste, au point de vue méthodologique, à la base de la plupart des travaux sérieux de sociologie du travail ». En effet, « tout ce qui concerne le travail doit pouvoir être mesuré ». C'est pourquoi il dédaigne les œuvres littéraires et s'attache à distinguer observations et enquêtes. Dans ce cadre, seule l'enquête globale, qui « cherche à embrasser

des ensembles aussi larges que possible », retient réellement les faveurs du sociologue de l'automatisation<sup>67</sup>. Conformément à cet opprobre jeté sur les témoignages, Georges Navel n'est par exemple cité qu'une fois dans le *Traité* et Simone Weil totalement ignorée.

En réalité, la notion d'enquête est ambiguë dans les années 1950 et désigne simplement le fait d'aller voir. Ce n'est que progressivement qu'elle se standardise sous la forme d'enquêtes par questionnaire, dans lesquelles les sociologues centrent l'analyse sur l'attitude<sup>68</sup>. L'enquête consacrée à l'installation d'un nouveau laminoir à Mont-Saint-Martin en 1955, conduite par Jacques Dofny et Bernard Mottez, sous la supervision de Jean-Daniel Reynaud et Alain Touraine, est exemplaire de cette démarche<sup>69</sup>. Financée d'abord par l'Agence européenne de productivité, elle s'inscrivait dans le cadre d'un projet plus vaste de l'OCDE visant à cerner les « attitudes des ouvriers de la sidérurgie en face des changements techniques ». Conformément à la méthode nord-américaine relayée en France par Touraine et Jean Stoetzel, les jeunes sociologues s'échinent à faire passer des questionnaires à des ouvriers souvent réticents. Le matériau le plus riche de type ethnographique, collecté sous forme de discussions à bâtons rompus, notamment la nuit, disparaît. Dans la grande enquête sur l'automatisation qu'il dirige entre 1956 et 1958, Pierre Naville valorise les questionnaires adressés aux entreprises pour examiner la situation dans la métallurgie et les textiles naturels, tandis que les huit monographies sur des entreprises sont réalisées sans que les ouvriers ne soient nécessairement interrogés ; parfois, comme dans deux sites d'Alsace, on signale, sans davantage de précision, que « les enquêteurs ont pu entrer en contact avec le personnel et les organisations syndicales » ; seul Dominique Lahalle, à l'usine Placoplâtre de Vaujours en Seine-et-Oise, s'entretient avec les ouvriers pour connaître leurs « opinions » et « attitudes », mais il s'agit d'interviews aboutissant à des réponses simples, destinées à construire des statistiques<sup>70</sup>.

Cette oblitération du matériau ethnographique est généralisée... sauf chez les sociologues inscrits dans une tradition chrétienne, au premier rang desquels Paul-Henry Chombart de Lauwe. En 1941, la même

67. *Ibid.*, p. 36, p. 42, p. 45, p. 49 et p. 57.

68. Philippe MASSON, *Faire de la sociologie. Les grandes enquêtes françaises depuis 1945*, Paris, La Découverte, 2008, p. 47 et p. 49.

69. Gwenaële ROT et François VATIN, « L'enquête des Gaston ou les sociologues au travail. Jacques Dofny et Bernard Mottez à la tôlerie de Mont-Saint-Martin en 1955 », *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 175, 2008/5, p. 62-81. L'enquête déboucha d'abord sur la rédaction d'un rapport en 1957 qui devint un livre en 1966 : Jacques DOFNY, Claude DURAND, Jean-Daniel REYNAUD et Alain TOURAINE, *Les Ouvriers et le progrès technique*, Paris, Armand Colin, 1966.

63. Alain TOURAINE, « L'organisation professionnelle de l'entreprise », art. cit., p. 392.

64. *Ibid.*, p. 396.

65. Anni BORZEIX et Gwenaële ROT, *Genèse d'une discipline, naissance d'une revue*, Sociologie du travail, Nanterre, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2010, p. 306 et p. 315.

66. Pierre NAVILLE, « La méthode en sociologie du travail », in Georges FRIEDMANN et Pierre NAVILLE

année donc où Friedmann propose son étude séminale sur le travail à la chaîne, Jacques Loew s'installe à Marseille et commence à travailler comme docker. De cette expérience, il tire deux ouvrages, *Les Dockers de Marseille* et *En mission prolétarienne*, parus respectivement en 1945 et 1946, qui marquent une quadruple rupture en regard de la sociologie du travail naissante. La première tient évidemment à la démarche missionnaire. La seconde se marque dans l'ambition réformatrice qui préside aux analyses. Surtout, le père Loew croise le travail et les espaces de vie. Il peut tout autant décrire les pratiques informelles du grappillage et la multiplicité des métiers du port, qu'articuler l'intermittence du travail avec la nécessité pour les dockers de vivre à proximité du port<sup>71</sup>. Logeant au milieu d'un prolétariat démuné, le père Loew insiste sur le surpeuplement des logements, mais aussi sur la « pauvreté » des dockers marseillais. « Disons-le nettement : l'insécurité et l'instabilité ouvrières ne sont pas vaincues. L'ouvrier et sa famille ne sont jamais sûrs du lendemain<sup>72</sup>. » Cette insistance sur la pauvreté du monde ouvrier, pleinement justifiée pour décrire la situation pendant et juste après la Seconde Guerre mondiale, singularise les écritures catholiques de la période.

Cette attention tient en partie à la proximité que ces enquêteurs entretiennent avec lui. Paul-Henry Chombart de Lauwe prépare une thèse sur sa vie quotidienne, qu'il mène avec d'anciens ouvriers, des membres de la Mission de Paris, tout en habitant dans un quartier populaire d'Ivry. De ce fait, il accorde une grande importance à la surpopulation dans les logements, en particulier dans les hôtels meublés, mais aussi, dans la tradition de Maurice Halbwachs, aux budgets ouvriers<sup>73</sup>. Même s'il ne consacre qu'une part réduite au travail, il fait osciller sa perception par les ouvriers entre effroi et espoir :

Le travail en usine est aussi marqué souvent par le danger qui existe à chaque instant. Dans certains cas l'usine peut être un « monde de la peur », nous disait un ouvrier spécialisé. C'est au moins plus souvent un monde de l'inconfort, trop froid en hiver, trop chaud en été, où on est rarement assis, où on a l'impression d'être toujours sale, surtout lorsqu'il s'agit d'usines mal équipées. D'autre part, l'ouvrier est lié à la machine par une cadence. À certains moments aucun geste libre n'est possible. C'est un des plus grands poids de la condition ouvrière. Il faut

dire que les cadences accélérées sont d'autant plus mal supportées que l'ouvrier estime qu'elles profitent seulement aux patrons. [...]

En contre partie l'usine, au moins lorsqu'elle a un équipement moderne, peut être aussi un monde de l'espoir, un monde exaltant où la puissance des machines donne aux hommes le sens d'une force qui les dépasse et qui les entraîne<sup>74</sup>.

Dans le cadre de son enquête, Chombart recrute Andrée Michel, née en 1920 dans une famille bourgeoise, qui, s'installant à Montreuil pour rencontrer la communauté chrétienne, y découvre alors les familles ouvrières françaises, espagnoles et algériennes<sup>75</sup>. En parallèle à un engagement anti-colonialiste qui la pousse à être porteuse de valises, elle publie en 1956 *Les Travailleurs algériens en France*, qui tranche avec les autres publications sociologiques. Cette enquête figure parmi les rares à souligner la présence d'ouvriers originaires d'Afrique du Nord, alors que cette migration est en pleine expansion, puisque le nombre d'Algériens présents en métropole bondit de 22 000 en 1946 à 211 000 en 1954<sup>76</sup>. Elle ne se contente pas d'analyser leur importance et leur localisation dans l'espace métropolitain, mais décrit aussi les secteurs d'activité. Elle récuse tout le discours sur la mentalité orientale expliquant leur stabilité ou instabilité supposées, montrant en réalité l'importance de déterminants objectifs (le salaire ou les conditions de travail par exemple)<sup>77</sup>. Elle présente ensuite les tâches réellement effectuées par ces ouvriers, leur pénibilité et leur dangerosité :

Les fondeurs algériens, souvent professionnels mais classés OS 2 (on l'a vu plus haut), font un véritable travail qualifié : ils sont recherchés pour ce poste, parce que supportant mieux que les Européens les températures élevées. Toutefois, les chauds et les froids les prédisposent à la tuberculose : chez Renault, sur 800 ouvriers travaillant à la fonderie (en majorité Nord-Africains), 165 soit 20 % ont été soignés en un an pour maladies respiratoires. Les sableurs dans les fonderies ne sont souvent que des Algériens, la poussière la plus fine pénètre dans les voies respiratoires : des ouvriers sont silicosés au bout de 3 à 4 ans et doivent être changés d'atelier. Les ébarbeurs enlèvent les bavures aux pièces avec un pistolet à air comprimé. Malgré les lunettes, les risques de blessures par projection de bavures sont élevés. La poussière prédispose également à la silicose. [...]

74. *Id.*, *La Vie quotidienne des familles ouvrières*, op. cit., p. 21.

75. « Andrée Michel, sociologue sans frontières », *Travail, genre et sociétés*, 2009/2, p. 5-7.

76. Jeanine PONTY, *L'Immigration dans les textes, France, 1789-2002*, Paris, Belin, p. 314. L'enquête d'Andrée ANDRIEUX et Jean LIGNON sur des ouvriers d'une entreprise métallurgique, qui interroge l'évolution du particularisme ouvrier, mentionne également la présence d'Algériens et les interroge à de multiples reprises. Cf. *L'Ouvrier aujourd'hui*. Paris. Médiations Gonthier, 1966 (1<sup>er</sup> éd. Marcel

71. Jacques LOEW, *Les Dockers de Marseille, Analyse type d'un complexe*, L'Arbresle, Économie et humanisme, 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, 1945, p. 15, p. 23-24, p. 43 et p. 45.

72. *Id.*, *En mission prolétarienne. Étapes vers un apostolat intégral*, L'Arbresle, Économie et Humanisme,

À Noyelles-Godault, chez Penarroya, 250 Algériens travaillent à la fonderie où l'on coule le plomb. Le saturnisme exerce des ravages tels que la Compagnie fait signer aux Algériens un contrat aux termes duquel celui qui tombe malade au cours des six premiers mois peut être renvoyé sans autre formalité. Il y a les « plombés », ceux qui en quelques jours maigrissent, ressentent des troubles digestifs et sont atteints d'anémie pernicieuse. Certains présentent des troubles du comportement et kinesthésiques. Ceux qui travaillent à l'antimoine sont intoxiqués par les vapeurs d'arsenic, même au bout de quelques jours seulement, le corps se couvrant alors de pustules et d'éruptions. Souvent les Algériens, atteints par la maladie, retournent chez eux et meurent, soit au cours du voyage, soit quelques mois après leur arrivée. Aussi les statistiques de maladie sont-elles difficiles à établir<sup>78</sup>.

Ces conditions de travail apocalyptiques se retrouvent dans d'autres branches, dont la chimie. Elles expliquent, en partie, la surexposition de ces ouvriers aux accidents du travail, laquelle tient également au manque de sommeil, impact de leurs conditions de logement. Ces ouvriers sont également surexposés aux maladies, en partie causées par leur profession, comme la tuberculose.

Pour sa part, Michèle Aumont, dans ses livres successifs entre 1953 et 1958, s'attache à décrire l'ensemble de la condition ouvrière, tant au travail que dans le hors-travail. Son propos, qui ne s'attarde pas sur l'environnement machiniste, souligne la subordination des travailleuses :

En usine, c'est une loterie pour le travail, pour la place, pour les régleurs et pour les chefs. On tombe bien ou on tombe mal. On plaît ou on déplaît. Le mérite, la bonne volonté, l'effort ne sont pas pris en considération. Le travail, c'est la lutte... une lutte souvent injuste, une lutte où, au départ, les chances ne sont pas égales pour toutes<sup>79</sup>.

Reprenant probablement le point de vue de ses camarades, elle rapporte que « la vie ouvrière, ces années-ci, est terriblement aggravée par l'intensification du travail et l'allongement de sa durée. La femme en pâtit plus que l'homme, parce que c'est le travail des OS qui supporte les accélérations de cadence alors que, dans la métallurgie, il y a fort peu de femmes professionnelles et de cadres féminins<sup>80</sup> ». Elle exprime sans fard sa haine de l'usine, un véritable « lieu de supplice, le bagne,

l'enfer », où elle pénètre le matin avec « un serrement de cœur et [une] impression d'horreur »<sup>81</sup>. C'est la raison pour laquelle elle fait part de la « révolte » qui les anime face aux accidents du travail, à leur épuisement ou aux licenciements pour faits de grève<sup>82</sup>. Ce point de vue rejoint le témoignage publié en 1962 par Christiane Peyre, qui rapporte son expérience dans une sucrerie parisienne à l'orée des années 1950. À un des postes qu'elle occupe, tandis que les machines tournent, elle ne peut interrompre sa tâche pour se moucher, redoutant les deux patrons en chapeau qui inspectent les ateliers. Elle rapporte aussi le besoin qu'ont les ouvrières d'obtenir la prime de rendement afin de pouvoir offrir des cadeaux à Noël ou, simplement, se vêtir. Dès lors, déclare-t-elle, « j'ai tant de rage au cœur que je travaille comme quatre<sup>83</sup> ». L'auteure prête attention à la présence des ouvriers algériens. Tout en déplorant le mépris qu'ils subissent de la part des travailleuses françaises, elle signale aussi l'équivocité des émotions qu'ils suscitent, entre peur et fascination : « Mais ces hommes-là, les Algériens, sont d'une autre nature. [...] Une nouvelle forme de beauté et de charme apparaît, qui nous inquiète un peu, car elle nous est étrangère et, par là, mystérieuse<sup>84</sup>. » En ce sens, son témoignage anticipe le roman de Claire Etcherelli, *Élise ou la vraie vie*, qui raconte l'idylle, nouée dans une usine automobile, entre une ouvrière française et un militant nationaliste algérien<sup>85</sup>.

Plus attentives à prendre en compte l'ensemble de la condition ouvrière, les écritures catholiques de la période dressent un tableau sensiblement plus sombre. Si elles négligent les hiérarchisations internes à la classe, elles soulignent crûment la haine qui peut prévaloir, quitte à s'en effrayer. C'est pourquoi elles tranchent dans le débat qui surgit à compter de la fin des années 1950 sur la nouvelle classe ouvrière et son intégration supposée.

Ce débat est inauguré dans la revue *Arguments* en 1959. Alain Touraine repère la disparition progressive du groupe, liée au déclin de son isolement social et culturel, tandis que Michel Crozier radicalise la conclusion : « À partir du moment où le professionnel jusque-là leader du groupe ouvrier se trouve intégré à l'échelle hiérarchique bureaucratique de l'entreprise, l'ensemble du groupe ouvrier se trouve perdre tout modèle culturel d'opposition<sup>86</sup>. » Cette thèse d'une intégration

81. *Id.*, *En Usine. Pourquoi ?*, op. cit., p. 58.

82. *Id.*, *Les Dialogues de la vie ouvrière*, op. cit., p. 57.

83. Christiane PEYRE, *Une société anonyme*, Paris, Julliard, 1962, p. 87 sq, citation p. 94.

84. *Ibid.*, p. 134.

78. *Ibid.*, p. 37-38.

79. Michèle AUMONT, *Femmes en usine. Les ouvrières de la métallurgie parisienne*, Paris, Éd. Spes,

croissante de la classe est réitérée l'année suivante dans un colloque organisé à Dijon par Léo Hamon sur les « nouveaux comportements politiques de la classe ouvrière ». Bien évidemment, le retour au pouvoir, presque sans encombre, du général de Gaulle pèse sur les débats. Léo Hamon, résistant, ancien sénateur de la IV<sup>e</sup> République rallié au Général, devenu professeur à la faculté de droit et de sciences économiques de Dijon, livre une interprétation particulièrement optimiste de la situation :

Il nous apparaît que les sentiments de révolte et d'opposition de la classe ouvrière sont, dans l'état actuel de nos sociétés, appelés à décliner. La conscience de sa spécificité recule dans la classe ouvrière sous l'influence des divers facteurs [...]. Sans doute serait-il bien léger de penser que les différences des niveaux de vie sont en voie de résorption rapide ; reste que ces différences sont ressenties collectivement de manière moins violente lorsque le moins favorisé est assuré du minimum vital. En une telle situation, la classe ouvrière prend une vue plus globale de l'évolution sociale, et par là même s'intègre davantage à la fois à l'ensemble de la société et à l'entreprise elle-même<sup>87</sup>.

De son côté, Alain Touraine formule un diagnostic plus nuancé. Les transformations techniques entraînent en effet un gonflement des effectifs des ouvriers spécialisés, lesquels « sont plus sensibles à l'insécurité, aux bas salaires, aux pressions du pouvoir. Ils constituent une réserve capable de multiplier en quelques semaines les effectifs des syndicats ou de déclencher de vastes mouvements de grève. Mais leur opposition se ramifie aisément en une série d'insatisfactions et de luttes séparées les unes des autres – contre les cadences, contre la maîtrise, contre l'organisation de l'entreprise –, et qui conduisent à des attitudes de retrait ou d'évasion aussi souvent qu'à des attitudes de conflit organisé<sup>88</sup> ». Aux yeux de Touraine, avec les OS, c'est en quelque sorte le ventre qui réagit à des sollicitations élémentaires, mais sans jamais formuler de critiques d'ensemble. Serge Mallet, ancien communiste devenu journaliste à *France Observateur*, reprend une problématique similaire. Depuis 1958, il a enquêté sur trois entreprises, Bull à Paris, la raffinerie Caltex en Gironde et la Thomson-Houston à Bagneux, dont il analyse les transformations à l'aune du schéma tourainien en trois phases (A, B et C) auxquelles correspondent successivement les ouvriers professionnels, les OS et les techniciens. À ses yeux,

Cette couche des OS continue d'être aujourd'hui, quantitativement, la couche principale de la classe ouvrière française, mais l'on peut dire, je pense, que, d'ores et déjà, elle se trouve qualitativement dépassée par une nouvelle couche qui se développe principalement dans la période d'extension de 1950 à 1956 (phase C)<sup>89</sup>.

Serge Mallet oppose la masse à la qualité très hypothétique et une nouvelle couche plus prometteuse. On voit poindre ici sa thèse sur la « nouvelle classe ouvrière » qu'il déploie dans le livre du même nom publié en 1963. Touraine suivi par Mallet construisent une périodisation, à la fois sociologique et politique, en trois phases renvoyant à chaque fois à un modèle de métier (ouvrier de métier / OS / OP et techniciens), à un type de syndicalisme (corporatiste / de masse / nouvelle classe ouvrière) lié à des revendications (autonomie / salaire, conditions de travail / gestion)<sup>90</sup>. Serge Mallet repère ainsi l'éclosion d'une nouvelle classe ouvrière, dont il salue l'intégration. Dans un passage étonnant, il assène en effet :

La vie quotidienne de la classe ouvrière a cessé, ou est en train de cesser, de constituer un comportement sociologique particulier. Tous s'accordent à démontrer que, progressivement, la classe ouvrière perd la plupart des caractéristiques extérieures qu'elle avait acquises dans son processus de formation historique.

Les quartiers ouvriers disparaissent peu à peu de la « banlieue rouge », cédant la place à des immeubles en copropriété où l'ajusteur côtoie le représentant de commerce, l'ingénieur et le cadre moyen de l'administration. Dans les centres de vacances de la Côte d'Azur, de Sicile et de Grèce, de jeunes métallos partagent les bungalows « tahitiens » de filles de directeurs. Ils achètent les mêmes disques et dansent les mêmes rythmes. Le brassage des couches sociales dans les nouveaux ensembles urbains, où voisinent ouvriers qualifiés, cadres techniques, salariés du secteur tertiaire et professions libérales, contribue largement à l'homogénéisation. La classe ouvrière a effectivement cessé de vivre à part. Son niveau de vie, ses aspirations au confort l'ont sortie du ghetto où elle fut confinée aux débuts de l'industrialisation. L'ouvrier cesse de se sentir tel lorsqu'il sort de l'usine<sup>91</sup>.

Mallet se garde bien d'étayer cette description enchanteresse d'ouvriers suffisamment aisés pour s'offrir des vacances de rêve ou des logements de

89. *Ibid.*, p. 159-160. Je souligne.

90. Olivier KOURCHID, « La nouvelle classe ouvrière : historique et débats » in Jean-Michel CHAPOULIE et alii (dir.), *Sociologies et sociologies. La France des années 60*, Paris, L'Harmattan, 2005,

87. Léo HAMON (dir.), *Les Nouveaux Comportements politiques de la classe ouvrière*, Paris, PUF, 1962,

standing<sup>92</sup>. Il indique en revanche que sa « démarche initiale ne fut pas celle d'un homme de science [...] mais celle d'un militant du mouvement ouvrier, plus précisément du mouvement syndical, tentant d'approfondir les conditions objectives dans lesquelles se situe ce mouvement ». C'est pour cette raison qu'il articule les évolutions de la société industrielle et le syndicalisme. Repérant une intégration des ouvriers à l'entreprise au niveau du salaire, de la formation professionnelle et au niveau de la sécurité de l'emploi, il la met en regard du développement du syndicalisme d'entreprise et salue ainsi l'orientation du « mouvement syndical vers les revendications de contrôle de la gestion des entreprises, tant du point de vue des conditions techniques de la production (outillage, organisation du travail) qu'économiques (nature des investissements, orientations des marchés, etc.)<sup>93</sup> ». Mais cette lecture sociologique correspond surtout à un projet politique : dirigeant du PSU, Mallet voit dans l'essor de cette couche une base à même de rallier l'ensemble du monde ouvrier, en le détachant de l'emprise communiste<sup>94</sup>. C'est aussi pourquoi il semble nourrir un dédain pour le monde ouvrier communiste, et notamment les mineurs, appartenant peu ou prou à la « fraction la plus arriérée de la classe ouvrière ».

Cette analyse singulièrement optimiste, mais saturée aussi d'un ethnocentrisme de classe envers les mineurs<sup>95</sup>, contraste avec celles proposées par d'autres sociologues ou militants. Les divers textes du groupe Socialisme ou Barbarie récusent évidemment cette vision irénique par anticapitalisme. À cet égard, deux arguments au moins méritent d'être soulignés. À partir d'un point de vue ouvrier – connaissant par conséquent de l'intérieur le fonctionnement d'une usine, en l'occurrence Renault à Billancourt –, Daniel Mothé, pseudonyme de Jacques Gautrat, ouvrier né en 1924 embauché comme fraiseur ouilleur, montre dans un article de 1957 toutes les différences entre l'organisation de l'entreprise telle qu'elle est pensée ou présentée et son fonctionnement réel, tous les ajustements, négociations et interactions à l'œuvre au quotidien entre ouvriers, mais aussi avec la maîtrise. Il insiste sur l'écart entre le travail prescrit et le travail réel, comme sur les limites de la rationalisation. Une manière de gestion ouvrière à l'écart de la maîtrise tente alors d'exister au ras des ateliers, et des formes spontanées d'organisation émergent inévitablement

92. Conscient peut-être du caractère quelque peu irénique et irréaliste de ces phrases, Mallet les fait disparaître de la seconde édition en 1969.

93. *Ibid.*, p. 15-16 et p. 60.

94. Frank GEORGI, « La nouvelle classe ouvrière. La construction politique d'une catégorie sociale dans la France des Trente Glorieuses », in Jean-Michel CHAPOULIE et alii (dir.), *Sociologues et sociologues*,

de l'activité même du travail<sup>96</sup>. Comme l'indique Cornelius Castoriadis dans un article de janvier 1958 :

L'association spontanée des ouvriers [...] est à la fois un regroupement de *production* et un regroupement de *lutte*. C'est parce qu'ils ont à résoudre en commun des problèmes d'organisation de leur travail, dont les divers aspects se commandent réciproquement, que les ouvriers forment obligatoirement des collectivités élémentaires qui ne sont mentionnées dans l'organigramme d'aucune entreprise. C'est parce que leur situation dans la production crée entre eux une communauté d'intérêts, d'attitudes et d'objectifs s'opposant irrémédiablement à ceux de la direction que les ouvriers s'associent spontanément, au niveau le plus élémentaire, pour résister, se défendre, lutter<sup>97</sup>.

Ainsi, de l'analyse même de la situation de travail, les « socio-barbares » entendent faire découler un potentiel de résistance ouvrière, et par là entretenir l'espoir d'un potentiel révolutionnaire. Castoriadis, très attentif aux grèves ouvrières de la séquence, en analyse aussi le caractère de résistance face aux conséquences de la rationalisation. En 1955, à la suite de plusieurs conflits sur l'automation en Grande-Bretagne, il rappelle :

Il est dans la logique absolue de la production capitaliste de traiter l'ouvrier comme n'importe quelle marchandise, qui doit se déplacer pour rencontrer la demande, se transformer pour répondre à ses exigences. [...] À la limite, si l'ouvrier ne peut pas être transformé pour répondre aux exigences de l'univers mécanique en perpétuelle révolution, son sort ne peut et ne doit pas être différent de celui de n'importe quel autre instrument de production qui s'est démodé avant son usure complète : le rebut<sup>98</sup>.

Cette mention peut étonner dans une période régulièrement présentée comme une phase de haute croissance. Pourtant, elle est aussi marquée par des difficultés pour les ouvriers des bassins industriels les plus anciens, et par la baisse régulière des effectifs des mineurs.

Andrée Andrieux et Jean Lignon, dans l'enquête qu'ils publient en 1960, présentent un point de vue sensiblement plus nuancé. Leurs

96. Daniel MOTHÉ, « L'usine et la gestion ouvrière », *Socialisme ou Barbarie* n° 22, 1957, reproduit in *Socialisme ou Barbarie. Organe de critique et d'orientation révolutionnaire. Anthologie*, Mauléon, Acratie, 2007, p. 88-103. Sur le groupe et la revue socio-barbares, Philippe GOTTRAUX, « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Éditions Payot, 1997.

97. Cornelius CASTORIADIS, « Sur le contenu du socialisme, III : La lutte des ouvriers contre l'organisation de l'entreprise capitaliste » (janvier 1958), *Socialisme ou Barbarie. L'expérience du mouvement ouvrier*, Paris, UGE, 1974, Vol. 2, *L'Expérience du mouvement ouvrier*, p. 43-44. Dans ce texte, il cite longuement les tout premiers travaux du sociologue américain Donald Roy, découvert bien plus tard



conclusions, qui reposent sur des questionnaires adressés à un échantillon d'ouvriers avec lesquels Lignon travaille, soulignent que si le particularisme ouvrier tend à se résorber, il n'a pas pour autant disparu, qu'une dichotomie sociale entre « eux » et « nous » subsiste et que la classe ouvrière n'est pas intégrée<sup>99</sup>. Dans une perspective un peu similaire, Pierre Belleville, militant du PSU comme Serge Mallet, mais venu du MLP (Mouvement de libération du peuple) catholique, fait paraître *Une nouvelle classe ouvrière* en 1963. Toutefois, son ton diffère radicalement de celui de son illustre camarade dans la mesure où il opère une réfutation argumentée de la thèse d'une moyennisation de la société française, qui entraînerait une extinction de la classe ouvrière sous l'effet de l'enrichissement. Il met d'abord en évidence les limites des bénéfices de la croissance pour les travailleurs âgés, les femmes salariées, notamment dans le textile, et les ouvriers-paysans : « L'insécurité, autrefois le lot de tous, a été reportée sur un certain nombre. Elle n'a pas disparu pour autant. » Surtout, « les meilleurs salaires ont généralement été gagnés (à quelques exceptions près, pour la plupart localisées dans la région parisienne) à coups d'heures supplémentaires avec des durées hebdomadaires du travail supérieures à 48 h<sup>100</sup> ». Pierre Belleville étaye son analyse par une enquête précise dans le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine, où il vit. Il pointe le retard de développement social de ces régions, mais aussi la fragilité du mieux-être dont les familles jouissent, car des difficultés assaillent déjà quelques branches, l'industrie lainière et les mines de charbon dans le Nord. Dès les années 1950, une nouvelle génération de syndicalistes pose le problème de la reconversion de certains territoires industriels<sup>101</sup>. Belleville évoque alors, avec une grande précision, la grève des mineurs de 1963, relevant la présence des femmes mais aussi l'importance des comités intersyndicaux<sup>102</sup>. L'ouvrage, malgré un titre très proche de celui de Serge Mallet, s'en distingue par ses terrains d'enquête et par ses conclusions. La nouveauté qu'il repère dans la classe ouvrière tient d'abord aux difficultés qu'elle doit affronter, mais aussi et surtout aux cadres dirigeants dont elle se dote.

L'année suivante, en 1964, Paul-Henry Chombart de Lauwe, engagé alors dans une enquête à Saint-Étienne sur les conséquences d'un licenciement collectif<sup>103</sup>, rédige une postface à son ouvrage sur la vie quotidienne

des familles ouvrières. Intitulé « Le prolétariat a-t-il disparu ? », ce texte refuse le discours irénique sur la déprolétarisation supposément à l'œuvre. S'il reconnaît une évolution favorable du pouvoir d'achat, il la met en regard de la multiplication des heures supplémentaires, rappelant que les ouvriers travaillent en moyenne près de quarante-sept heures par semaine à la fin de l'année 1963. Il s'attarde surtout sur l'arrivée d'un nouveau prolétariat, « travailleurs étrangers d'Afrique noire, d'Afrique du Nord, des pays méditerranéens » qui servent dans l'industrie et les travaux publics comme « une masse de manœuvres »<sup>104</sup>.

L'interprétation de la Résistance comme mouvement populaire face à la trahison ou la passivité des élites rôle attise, dans l'après-guerre, une centralité ouvrière qui profite, dans un premier temps, aux communistes. Le déclenchement de la Guerre froide et les grèves qui l'accompagnent exaspèrent cependant l'effroi d'une partie de la société française : de sauveurs, les ouvriers deviennent les fourriers inconscients du communisme, et sont ainsi en butte à une hostilité durable de l'État, qui les proscriit. Cet anti-ouvriérisme, qui cible les communistes, se reporte ensuite sur la main-d'œuvre venue de l'empire colonial quand les luttes de libération nationale jaillissent et se développent. Les catholiques progressistes, cependant, continuent à faire de la classe ouvrière un témoin et un enjeu. De même, tout en dépolitisant largement leur intérêt, les sociologues investissent la question ouvrière, qu'ils envisagent au travers de l'évolution de l'organisation du travail, de sa division croissante et du rôle dévolu aux divers segments du groupe ouvrier. La centralité ouvrière perdure quand la société semble emportée par la croissance économique. Quand les uns voient et/ou espèrent des fruits de cette croissance un mieux-être généralisé facilitant un apaisement des tensions sociales et augurent la fin d'un danger, d'autres, autour d'une nébuleuse d'enquêteurs sociologues en lien avec l'aile marchante du catholicisme, plus attentifs aux inégalités, à la pauvreté persistante ou à la présence croissante d'ouvriers immigrés, continuent d'attendre ou d'organiser les mobilisations de la classe. Pour tous, cependant, les grèves de 1968 constituèrent une surprise et relancèrent les dés.

99. Andrée ANDRIEU et Jean LIGNON, *L'Ouvrier aujourd'hui*, op. cit., passim, notamment p. 201.

100. Pierre BELLEVILLE, *Une nouvelle classe ouvrière*, Paris, Julliard, 1963, p. 31 et p. 32.

101. *Ibid.*, p. 139, p. 144, p. 240 sq.

102. *Ibid.*, p. 257-259.

103. Centre d'Ethnologie sociale et de Psycho-sociologie. *Les Effets traumatisants d'un licenciement*